

N°17_2025 ADMIN

Décision du Président

Prise en vertu d'une délégation donnée par le Conseil Communautaire

Objet : Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle

Le Président de la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n°2020_57 relative aux attributions déléguées par le Conseil Communautaire au Président,

Considérant que les cosignataires du contrat sont les suivants : la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux représentée par Monsieur Christian POTEAU, en qualité de Président dénommé « l'organisateur » et la compagnie « Arreuh » représentée par Laure STEENEBGRUGGEN, en qualité de Présidente dénommée « le producteur »,

Considérant que le producteur s'engage à donner une représentation du spectacle intitulé « La soupe à caillou » les 21/22/24 juillet 2025 avec 4 heures par jour d'atelier de sensibilisation au conte avec les 2 comédiennes,

Considérant que ce contrat définit l'objet des représentations, les obligations du producteur et de l'organisateur, le prix du spectacle, les assurances, l'enregistrement et la diffusion, les clauses d'annulation du contrat ainsi que les litiges,

DÉCIDE

Article 1 :

De signer le contrat de concession du droit d'exploitation d'un spectacle entre la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux représentée par Monsieur Christian POTEAU, en qualité de Président dénommé « l'organisateur » et la compagnie « Arreuh » représentée par Laure STEENEBGRUGGEN, en qualité de Présidente dénommée « le producteur ».

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision. Elle fera l'objet d'une communication lors du prochain Conseil Communautaire sous forme de donner acte.

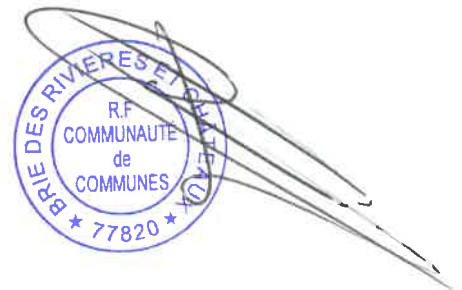
Article 3 :

La présente décision :

- Sera inscrite au registre des délibérations de la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux.
- Sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne au titre du contrôle de légalité.
- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Président de la CCBRC dans un délai de deux mois à compter de sa date d'affichage et de sa transmission au contrôle de légalité.
- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Président si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait au Châtelet-en-Brie,
Le 25 juin 2025

Le Président,
Christian POTEAU





CONTRAT DE CESSION DE DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE

Entre le **PRODUCTEUR** d'une part :

ARRREUH Artistes de Routes, Rues, Ruelles Eclectiques et Utiles à l'Homme
173 impasse du Pigeonnier 24700 Saint Geraud de Corps

N° SIRET : 423 425 982 00042 Code NAF : 9001 Z

N° Préfecture : 9/06173BX N° Jeunesse Education Populaire : 33/226/2005/027

N° de licence d'entrepreneur du spectacle : L-R-22-010515 // L-R-22-010556

Représenté par Laure STEENEBUGGEN en sa qualité de Présidente.

Et l'**ORGANISATEUR** d'autre part :

Raison Sociale :

Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux

Adresse : 1 rue des petits Champs, 77820 Le Châtelet -en-Brie

SIRET : 200 070 779 000 18

Représenté par : M. Poteau en sa qualité de : Président

ARRREUH, Producteur, s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à la présentation du spectacle vivant :

Titre du spectacle et projet : La soupe a caillou + atelier de sensibilisation + création

Les interprètes : Cie Zygoptère

ARTICLE 1 - OBJET

Le Producteur s'engage à donner, dans le cadre du présent contrat de cession :

**La soupe à caillou : les 21 / 22 / 24 juillet 2025
avec 4h/ jour d'atelier de sensibilisation au conte avec les 2 comédiennes**

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le Producteur fournira le spectacle entièrement monté. En qualité d'employeur, il assurera la rémunération (charges sociales comprises) de son personnel attaché au spectacle.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'Organisateur fournira le lieu de représentation en ordre de marche. En qualité d'employeur, il assurera la rémunération (charges sociales comprises) de son personnel attaché au spectacle (si cela est nécessaire). Le lieu de représentation ne pourra être modifié sans l'accord des deux soussignés.

ARTICLE 4 - PRIX DU SPECTACLE

Le prix de cession du spectacle concerné se décompose de la manière suivante :

Représentations 2100,00 €

Ateliers 1440,00 €

frais de déplacement 150,00 €

Total TTC 3690,00€

Association non assujettie à la TVA

Soit en toutes lettres, trois mille six cent quatre vingt dix euros.

Païement sur facture sur chorus pro.

ARTICLE 5 - ASSURANCES

Le Producteur est tenu d'assurer contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports, tous objets lui appartenant ou à son personnel.

L'Organisateur déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu. Il est responsable de la totalité du matériel, en tous lieux mis à la disposition des artistes (dès son arrivée et jusqu'au départ).

ARTICLE 6 - ENREGISTREMENT / DIFFUSION

En dehors des émissions d'informations radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations devra faire l'objet d'un accord particulier.

ARTICLE 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure. La pluie et le mauvais temps ne constituant pas un cas de force majeure.

En cas de maladie d'un membre de la formation, le Producteur devra prévenir l'Organisateur qui se réserve le droit d'une contre visite par le médecin de son choix. Le contrat est alors suspendu ou résilié sans indemnité d'aucune sorte.

Toute annulation du fait de l'une ou de l'autre des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 8 - LITIGES

En cas de litiges sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Bordeaux, seulement après épuisement des voies amiables.

SIGNATURES DU CONTRAT

Fait en deux exemplaires

A St Géraud de Corps le

Le Producteur

Châtelet-en-Brie
A , le 25 juin 2025
L'organisateur

